

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°569 – 31 janvier 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Zoom sur le Forum sur les marchés carbone en Afrique de l'Ouest, à Abidjan



Le chiffre à retenir

9%

La part des crédits carbone d'Afrique de l'Ouest parmi ceux émis au niveau mondial entre 2010 et mai 2023

Les 23 et 24 janvier 2025, Abidjan [a accueilli](#) le Forum sur les marchés carbone en Afrique de l'Ouest, organisé par le Ministère de l'Environnement, du Développement durable et de la Transition écologique (MINEDDTE) et le

Service Économique Régional de l'Ambassade de France à Abidjan avec l'appui d'autres partenaires dont l'Union européenne *via* Expertise France. Cet événement, conçu pour répondre aux défis de l'Article 6 de l'Accord de Paris, a rassemblé près de 400 participants, dont des experts, des porteurs de projets et des investisseurs, afin de structurer un marché du carbone dans la région.

Ce forum s'inscrit dans un contexte où l'Afrique de l'Ouest, confrontée aux défis climatiques, cherche à mobiliser des financements internationaux pour exploiter son potentiel rôle dans la réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre. En effet, bien que cette région ne produise que 1,8 % des émissions mondiales, elle figure parmi les plus vulnérables face au changement climatique. Toutefois, elle ne représente que 9 % des crédits carbone volontaires émis entre 2010 et 2023, soit trois fois moins que le Kenya à lui seul. Ce retard s'explique notamment par un cadre juridique peu favorable, un manque de connaissances des instruments financiers verts et une asymétrie d'information entre vendeurs et acheteurs de crédits carbone.

Consciente des opportunités offertes par les marchés carbone, la CEDEAO envisage la création du premier marché carbone régional standardisé afin de contribuer à la réalisation des Contributions Déterminées au niveau National (CDN) de ses États membres. A titre d'exemple, la Côte d'Ivoire, dans sa dernière CDN de 2021, s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 30,41 % d'ici 2030, nécessitant des mécanismes innovants et des ressources financières adaptées. Dans cette optique, le pays a créé, par un [décret du 1er août 2024](#), le Bureau des marchés carbone, une initiative lancée officiellement le 21 janvier 2025. Ce bureau couvre les mécanismes de l'Article 6, une démarche reprise par d'autres pays comme le Ghana et le Sénégal. La CEDEAO entend ainsi harmoniser les réglementations naissantes dans ses différents États membres *via* la mise en place un marché régional

standardisé, doté d'un registre central d'enregistrement des transactions. Par la suite, elle prévoit également de définir une politique tarifaire et d'accompagner le marché avec un organisme africain dédié.

Le forum a [renforcé](#) les capacités des acteurs locaux grâce aux interventions d'organisations publiques et privées telles que le GERES, la Banque Mondiale, l'AFD, ou encore KPMG. Il a également mis en lumière 12 collectivités et ONG africaines, qui ont présenté des projets innovants devant des investisseurs internationaux comme Go to Market, Mazars et Green Bonds. Les discussions ont porté sur les régulations nécessaires, notamment en lien avec le lancement du Bureau des marchés carbone en Côte d'Ivoire.

Afin de poursuivre cette dynamique, il a été annoncé que des groupes de travail et de réflexion autour des marchés carbone en Afrique de l'Ouest seraient prochainement mis en place par le Service Économique Régional d'Abidjan et devraient rassembler des partenaires publics, privés, financeurs et porteurs de projets



Régional

1,6 Md USD de la Banque mondiale pour le renforcement du marché ouest-africain de l'électricité

Le 24 janvier 2025, la Banque mondiale a [approuvé](#) un financement de 1,6 Md USD en faveur du Programme régional du marché de l'électricité en Afrique de l'Ouest (WA-REMP) qui vise à renforcer l'intégration du système électrique régional, améliorer la sécurité énergétique et faire progresser la transition vers un secteur électrique plus abordable et plus durable en carbone en Afrique de l'Ouest. Dans sa première phase, WA-REMP soutiendra : (i) le projet d'interconnexion Ghana-Côte d'Ivoire du WAPP pour améliorer les capacités de transport d'électricité et faciliter le commerce de l'électricité entre les deux pays ; (ii) le projet du corridor de transmission de la Mauritanie, en étendant l'accès à l'électricité dans les zones mal desservies et en favorisant les exportations d'électricité de la Mauritanie vers le WAPP.

Retrait effectif du Burkina Faso, du Mali et du Niger de la CEDEAO

Le retrait du Burkina Faso, du Mali et du Niger (réunis dans l'Alliance des États du Sahel - AES) de la CEDEAO a pris effet à compter du 29 janvier 2025. L'organisation ouest-africaine a annoncé dans un [communiqué](#) de presse maintenir certaines dispositions en vigueur jusqu'à l'adoption par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO, des modalités complètes de ses relations futures avec les trois pays. Il s'agit entre autres : (i) de la reconnaissance des passeports et cartes d'identité nationaux portant le logo de la CEDEAO détenus par les citoyens de ces trois pays ; (ii) du traitement prévu par le Schéma de libéralisation des échanges et la Politique d'investissement de la CEDEAO en faveur des biens et services provenant des pays concernés ; (iii) du droit de circulation, de résidence et d'établissement sans visa dans l'espace CEDEAO des ressortissants de ces trois pays. A noter, par ailleurs, que les ministres chargés des



Affaires Etrangères des pays de l'AES, réunis le 26 janvier 2025, [ont convenu](#) d'une approche globale pour les négociations de sortie de leur pays de la CEDEAO.

Bénin

Publication de la déclaration sur les risques budgétaires pour l'année 2025

La Direction générale de l'économie a [publié](#) son rapport annuel de déclaration sur les risques budgétaires pour l'année 2025. Le principal risque macroéconomique identifié est la fluctuation du cours du naira nigérian qui pourrait renforcer la compétitivité des produits nigériens sur le marché béninois, avec un effet récessif sur plusieurs secteurs d'activité nationaux - s'est déjà matérialisé en 2016 et s'est accentué en 2023, tandis que les réformes peinent à enrayer cette dynamique qui persistait en 2024, suivi de la fluctuation des cours du pétrole, puis des risques sécuritaires qui affecteraient les flux touristiques et les investissements, et dans une moindre mesure, ainsi que la fermeture des frontières avec ses pays voisins qui pourrait réduire les recettes douanières. Les risques budgétaires liés à la dette restent quant à eux très limités selon cette analyse. Le rapport en identifie deux principaux : (i) le risque de taux d'intérêt – bien que projeté à fin 2024, le taux d'intérêt moyen pondéré du portefeuille de la dette soit projeté à 3,5% et que la part de dette à taux d'intérêt fixe représente 97,6% - et (ii) le risque de refinancement, atténué ces dernières années par des opérations de gestion de passif et dont il résulte que seuls 21,4 % de la dette intérieure et 3,6% de la dette extérieure devraient être amorties en 2025.

Burkina Faso

La Banque mondiale approuve un financement de 159 M USD pour renforcer l'accès aux soins

Le 24 janvier 2025, Le groupe de la Banque mondiale [a approuvé](#) un prêt de 142 M USD de l'Association internationale de développement (IDA) et un don de 17 M USD du Mécanisme de Financement Mondial (GFF) en faveur du Projet de renforcement de la performance et de la résilience du système de santé (PRPRSS). Ce dernier cible principalement les adolescents, les femmes et les enfants de moins de cinq ans, ainsi que les personnes déplacées internes et les communautés vulnérables. Il vise notamment à améliorer la surveillance des maladies ainsi que l'utilisation des services de santé et de nutrition.

Côte d'Ivoire

20 M USD de la SFI à Bridge Bank Group pour soutenir les PME

La Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale, a [annoncé](#) le 28 janvier un prêt de 20 M USD à Bridge Bank Group Côte d'Ivoire (BBGCI) pour soutenir le financement des micros, petites et moyennes entreprises (MPME), qui constituent 98 % du tissu entrepreneurial ivoirien, mais peinent à accéder aux financements bancaires. Cette ligne de crédit vise à renforcer les prêts aux PME, avec 25 % des fonds dédiés aux entreprises dirigées par des femmes. Elle permettra également d'améliorer la gestion des risques de crédit et d'optimiser les procédures de financement en conformité avec les normes de la SFI. A noter que ce prêt, remboursable sur deux ans, est soumis à l'approbation du conseil d'administration de la banque le 28 février 2025. Il s'inscrit dans un partenariat initié en mai 2021 entre BBGCI et la SFI, qui a déjà octroyé plusieurs lignes de crédit pour le développement des PME en Côte d'Ivoire.



15 M EUR de la BIDC pour soutenir les PME

Le 27 janvier, La Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) a [signé](#) une convention de [financement](#) d'un montant de 10 Mds de FCFA (15 M EUR) avec la Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Côte d'Ivoire (BSIC-CI SA) afin de soutenir le développement des PME et PMI en Côte d'Ivoire. Ce financement sous forme d'une ligne de crédit a pour objectif soutenir les petites et moyennes entreprises et petites et moyennes industries (PME-PMI) opérant dans divers secteurs, notamment la santé, l'éducation, l'agro-industrie, le commerce, la construction et les travaux publics. A noter que ces financements s'inscrivent dans la stratégie de développement du secteur financier de la BIDC, qui vise à améliorer l'accès au financement des PME et PMI. Il s'ajoute à un financement prévu de 40 M EUR approuvé également lors de son Conseil d'administration du 19 décembre 2024 dernier sous la forme d'une ligne de crédit à la Société Multinationale de Bitume (SMB) en Côte d'Ivoire pour soutenir les importations de pétrole et de produits de base, facilitant notamment des projets d'infrastructures.

Une projection de production de noix de cajou en hausse de 20% pour 2025

Le 18 janvier, à l'occasion des Journées nationales du producteur du coton et de l'anacarde (JNPCA), le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières a [annoncé](#) prévoir une production de 1,15 million de tonnes de noix de cajou brute en 2025, soit une hausse de 20 % par rapport à 2024 (944 673 tonnes), tandis que le pays en est le premier producteur mondial. La transformation locale atteindrait 400 000 tonnes, contre un volume de noix brutes transformées de 344 000 tonnes en 2024, consolidant la position du pays comme 3^e transformateur mondial. Le prix d'achat bord champ pour 2025 a été [revalorisé](#) de

54,5 %, à 425 FCFA/kg, soit 0,65 EUR (contre 275 FCFA, soit 0,42 EUR en 2024). Cette hausse devrait permettre aux producteurs de bénéficier d'un supplément de revenus d'environ 173 Mds FCFA (264 M EUR), soit un revenu total distribué aux producteurs qui s'élèverait alors à 489 Mds FCFA (745 M EUR) pour la campagne 2025. A noter qu'une période d'approvisionnement (24 janvier - 15 mars 2025) sera réservée aux transformateurs locaux, soutenant le développement industriel du secteur.

Guinée

WCS acquiert des locomotives pour un montant total de 248 M USD pour le chemin de fer TransGuinéen

L'entreprise américaine Wabtec a [annoncé](#) le 28 janvier dernier une commande de locomotives et de services annexes d'un montant de 248 M USD par Winning Consortium Simandou (WCS). Les locomotives serviront notamment pour soutenir ses opérations ferroviaires dans le cadre du projet de chemin de fer TransGuinéen. Cette commande intervient à la suite de celle effectuée de SimFer, quelques mois plus tôt dans le cadre du même projet. Ainsi, les commandes combinées pour le projet sont évaluées à plus 500 M USD au total. Pour rappel, le chemin de fer TransGuinéen, long de 600 km est en construction et permettra de relier la mine de Simandou et le port de Morebaya. Le consortium WCS développe les blocs n°1 et 2 du gisement de minerai de fer de Simandou, dont les réserves (de ces blocs) sont actuellement estimées à plus 1,8 Md tonnes.

Mise en œuvre du décret portant cadre général de la gestion des investissements publics

Dans une [lettre circulaire](#) signée le 28 janvier 2025, le 1^{er} Premier Ministre guinéen a rappelé les principales innovations du décret portant



cadre général de la gestion des investissements publics, adopté en octobre 2024, et précisé les directives pour leur mise en œuvre. Il s'agit entre autres de (i) la classification des projets d'investissement public en deux catégories, à savoir les petits projets (type 1), dont le montant est inférieur ou égal à 50 Mds GNF (5,6 M EUR) et qui peuvent être gérés par des maîtres d'œuvre privés ou publics, et les grands projets (type 2), dont le montant est supérieur à 50 Mds GNF et qui doivent être gérés par le maître d'œuvre public "Administration et Contrôle des Grands Projets" (ACGP); (ii) la classification en deux catégories des projets et programmes financés en partenariat public privé, à savoir le type 1, dont le coût est inférieur ou égal à 100 Mds GNF (11,1 M EUR), et le type 2 dont le coût est supérieur à 100 Mds GNF; (iii) l'obligation pour l'opérateur de s'engager à garantir sur 10 ans la solidité de l'ouvrage qu'il aura réalisé, à travers la souscription à une police d'assurance.

Libéria

La Banque centrale maintient son taux directeur à 17 %

Selon un [communiqué](#) publié le 24 janvier 2025, le Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque centrale du Libéria a décidé de maintenir le taux directeur à 17 %, ainsi que les ratios de réserves obligatoires en dollars libériens et en dollars américains à 25 % et 10 %, respectivement. Cette décision intervient dans un contexte marqué principalement par une hausse modérée de l'inflation et une baisse des réserves internationales. En effet, le taux d'inflation s'est établi à 8,74 % en glissement annuel (g.a) au 4ème trimestre 2024, contre 5,9 % le trimestre précédent. Selon les projections, il devrait se situer autour de 10,3 % au 1er trimestre 2025, en grande partie en raison d'une hausse des prix des denrées alimentaires sur le marché intérieur. En outre, le déficit commercial se serait creusé en raison de la hausse des importations, atteignant 67,1 M USD,

soit une hausse de 90,6 % par rapport au trimestre précédent. Cette situation a entraîné une réduction des réserves de change, qui représentent, selon la banque centrale, 2,8 mois de couverture des importations au 4ème trimestre 2024, contre 3,1 mois au trimestre précédent.

Présentation aux partenaires du "National Energy Compact"

Lors du Sommet africain de l'énergie "Mission 300" qui s'est tenu à Dar es Salaam du 27 au 28 janvier, le Libéria a officiellement [soumis](#) son [programme](#) dit "National Energy Compact" à l'examen de la Banque africaine de développement, de la Banque mondiale et d'autres partenaires financiers mondiaux. Ce plan vise à porter l'électrification du pays de 32,7 % à 75 % d'ici 2030, en connectant 100 000 foyers par an, à renforcer la part des énergies renouvelables (de 67 % à 75 %) grâce à l'hydroélectricité et au solaire, à développer une stratégie nationale de cuisson propre et à encourager les investissements privés pour développer le secteur énergétique. Pour y parvenir, le Libéria s'appuie sur cinq axes stratégiques : la modernisation des infrastructures, l'intégration régionale avec l'initiative [West Africa Power Pool](#), le développement des énergies renouvelables, l'incitation aux investissements privés et l'assainissement financier du secteur. Le financement requis est estimé à 1,25 Mds USD, dont 150 M USD du secteur privé, le Libéria prévoit par ailleurs une évaluation semestrielle de ce plan par un comité ministériel.

Mali

La Banque mondiale accorde un financement de 100 M USD pour renforcer l'accès à l'eau potable

Le 22 janvier 2025, la Banque mondiale a [approuvé](#) un financement de 100 M USD pour le Projet d'appui à la sécurité de l'eau au Mali



(PASEMa), sous la forme d'un prêt de l'Association internationale de développement (IDA). Il sera destiné à améliorer l'accès à l'eau potable à Bamako et dans plusieurs villes secondaires du pays (Mopti/Sévaré, San, Ouélessébougou, Dioïla, Bafoulabé/Mahina). À Bamako, le projet inclura la réhabilitation et la construction de stations de traitement d'eau, ainsi que de nouveaux réseaux de distribution. Dans les villes secondaires, des infrastructures de stockage et de distribution d'eau seront créées, accompagnées de projets pour protéger les sources d'eau dans les bassins du Niger et du Sénégal, qui alimentent les villes sélectionnées. L'initiative bénéficiera à environ 500 000 personnes, dont 50 % de femmes et 19,2 % de jeunes, en leur garantissant un accès durable à des services d'eau potable de base.

La CMDT obtient près de 230 M EUR pour la campagne 2024-2025

Le vendredi 24 janvier 2025, une convention de financement de 150 Mds FCFA (228,7 M EUR) a été [signée](#) entre la Compagnie malienne pour le développement des textiles (CMDT) et un pool de banques locales, avec la Banque de développement du Mali (BDM-SA) comme banque principale. Le financement mobilisé permettra d'acheter le coton auprès des producteurs, de l'égrener dans les usines de la CMDT et de l'acheminer vers les ports pour sa commercialisation sur les marchés internationaux. Pour rappel, la CMDT est une société détenue par l'état malien à 99,5%, chargée du développement de la filière cotonnière au Mali.

Sénégal

Un budget de 1 Md EUR nécessaire au projet de réseau gazier

Le projet de développement d'un [réseau de gazoducs au Sénégal](#) nécessitera un budget de 650 Mds FCFA (1 Md EUR). D'une distance de 400 km, le projet s'inscrit dans le cadre de la

stratégie *gaz-to-power* du Sénégal visant à améliorer l'accès à une énergie fiable et à moindre coût pour les populations. Il intervient dans un contexte de développement des gisements gaziers du pays avec le champ GTA (en partage avec la Mauritanie) l'inauguration a été intervenue le 31 décembre 2024, et du projet à venir Yaakar-Teranga. Cette annonce d'investissement dans le réseau a été faite à l'occasion de la signature, le 27 janvier 2025, d'un protocole d'accord entre l'Agence sénégalaise de promotion des investissements (APIX) et le Réseau gazier du Sénégal (RGS), société de transport d'hydrocarbures par pipelines. Ce protocole porte sur la libération et la sécurisation des emprises pour la construction du réseau.

Recettes douanières : un objectif de plus de 2 Mds EUR fixé pour 2025

Pour l'année 2025, les autorités projettent une mobilisation de 1 338 Mds FCFA (2 Mds EUR) des [recettes douanières](#). D'après un communiqué en date du 1^{er} janvier 2025, les services douaniers ont enregistré un [niveau record](#) de liquidations douanières en 2024 de 1 613 Mds FCFA (2,5 M EUR), en hausse de 13% par rapport à 2023. Les performances réalisées en 2024 s'expliquent par l'amélioration de la maîtrise de l'assiette sur certains produits comme les véhicules et les importations du secteur dit informel ainsi que par la poursuite du processus de digitalisation des unités douanières.

Sierra Leone

L'inflation se situe à 13,8% en g.a en décembre 2024

Selon les [données](#) de *Statistics Sierra Leone* (Stats SL), le [taux d'inflation](#) en glissement annuel (g.a.) continue de décélérer en s'établissant à 13,8 % en décembre 2024, contre 15,4 % en g.a. novembre 2024. Ce niveau d'inflation est porté principalement par la hausse des prix dans les secteurs de



l'alimentation et les boissons non-alcoolisées (+13,9% en g.a.), les restaurants et hôtels (+27,7%) et les vêtements et chaussures (+13,8% en g.a.). Par région, l'Est a enregistré la croissance des prix en g.a. la plus forte (+14,7% en g.a.) tandis que le Nord-Ouest a enregistré la croissance la plus faible (+12,3% en g.a.).

Togo

Revue à mi-parcours du Programme de résilience du système alimentaire (FSRP)

Du 20 au 24 janvier, [une mission de la Banque Mondiale \(BM\) a mené une revue à mi-parcours](#) du Programme de résilience du système alimentaire (FSRP) au Togo. Le [FSRP est un programme](#) de 401 M USD (385 M EUR) de la Banque Mondiale au Niger, au Burkina-Faso, au Mali, au Ghana, en Sierra Leone et au Togo. Son objectif est d'améliorer la résilience des systèmes alimentaires pour lutter contre l'insécurité alimentaire par le développement d'outils numériques pour mieux prévoir et gérer les crises agricoles (outils d'analyse de pluviométrie et d'analyse des récoltes); de développer l'adaptabilité des systèmes alimentaires; d'améliorer l'intégration régionale des marchés alimentaires et de mettre en place un mécanisme pour le financement des dépenses en cas de situation d'urgence (catastrophe climatique, sécheresse etc.). Au Togo, la mission a observé qu'entre 2022, année de lancement du programme, et fin 2024, le FSRP a bénéficié à 509 438 personnes dont 34 % de femmes sur une cible finale de 600 000 personnes.

Financement de l'électrification rurale par l'initiative ElectriFi

Le 14 janvier, l'initiative de financement de l'électrification ElectriFi, géré par *EDFI Management Company*, [a annoncé financer l'entreprise française Moon Togo](#) à hauteur de **2 M EUR** pour l'appuyer dans le déploiement de

kits solaires en milieu rural dans le pays. *Moon Togo* est une entreprise agréée dans le cadre du [programme CIZO](#) du gouvernement togolais qui a pour objectif la distribution à coût abordable de systèmes solaires domestiques hors-réseau (kits solaires) en zone rurale. [ElectriFi](#) est un mécanisme de financement mixte soutenu par l'Union Européenne, *Power Africa* (partenariat dirigé par le gouvernement américain), la Suède et l'Italie. L'objectif de l'initiative est de favoriser les investissements privés pour l'amélioration de l'accès à l'énergie abordable, fiable, durable et moderne dans les pays en développement. L'investissement d'ElectriFi dans les activités de Moon Togo devrait permettre à 60 000 nouveaux ménages de bénéficier des kits, dans 15 nouvelles préfectures.



Publications

Retrouvez ci-dessous les liens des dernières publications régionales des indicateurs de développement, et chiffres clés.

Indicateurs de développement	Chiffres clés
Bénin	Bénin
Burkina Faso	Burkina Faso
Cap-Vert	Cap-Vert
Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire
Gambie	Gambie
Guinée	Guinée
Guinée-Bissau	Guinée-Bissau
Libéria	Libéria
Mali	Mali
Mauritanie	Mauritanie
Niger	Niger
Sénégal	Sénégal
Sierra Leone	Sierra Leone
Togo	Togo

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)